

PACTE ECOLOGIQUE : LE COMPTE N'Y EST PAS

Par Nicolas Hulot et le Comité de Veille Écologique de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

Tribune rédigée pour Le Monde, 28 mars 2007

En signant le Pacte écologique, François Bayrou, Marie-George Buffet, Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy et Dominique Voynet se sont engagés à mettre en œuvre des politiques qui répondent à l'urgence des défis climatique et écologique. Leur parole les oblige. Les arguments que ces candidat(e)s nous ont transmis, leurs propositions ou leurs réserves, sont repris point par point dans un document disponible sur le site du Pacte écologique (1). Notre objectif n'est pas de mettre en scène une quelconque distribution de médailles entre candidats. En tant que « passeurs » de la conscience écologique, notre analyse indépendante a pour seule vocation de permettre au citoyen d'en tirer les conséquences politiques de son choix dans son comportement d'électeur.

Nous le redisons ici : les engagements des différents présidentiables ne sont pas négligeables. Prenons un seul exemple : quel que soit le nom du président de la République, le futur gouvernement disposera d'un vice-Premier ministre ou d'un numéro 2 chargé du développement durable. Ce n'est pas rien. Demain, les immenses questions interdépendantes du climat, de l'énergie, de l'eau, des transports, de l'urbanisation, de la fiscalité, de l'emploi, de l'agriculture, de la production industrielle, du logement, de la santé, de la biodiversité, de la recherche, de la solidarité pourraient commencer à s'envisager de manière cohérente et transversale. C'est donc un nouveau régulateur, la durabilité, qui pourra éclairer plus généralement la vision de l'avenir, ceci au plus haut niveau de l'architecture gouvernementale. A condition évidemment, et nous y veillerons, que le périmètre des attributions de ce ministère corresponde à sa fonction.

Mais les candidats n'ont-ils pas confondu une révolution copernicienne avec une simple formalité ? Les engagements sur des mesures précises sont une (bonne) chose. Ils ne constituent pas pour autant une politique. Autrement dit, les propositions des candidat(e)s, prises dans leur ensemble, constituent-elles le « changement de cap » auquel nos sociétés sont irrémédiablement conviées ? L'impératif écologique, qui nous impose le double ciseau de la contraction des ressources et de l'ébranlement des équilibres naturels, est-il perçu à son juste niveau - c'est-à-dire déterminant - pour que les programmes des uns et des autres en soient imprégnés dans leurs déclinaisons économiques, sociales et culturelles ?

A cette étape de la campagne présidentielle, il est permis d'en douter. La « priorité » écologique, ardemment évoquée lors de la signature du Pacte écologique, semble désormais rangée au rayon des accessoires ou, du moins, jamais envisagée comme le préalable indispensable, hors duquel aucun projet de société ne tiendra la route du futur. Que nous proposent les favoris des sondages quand ils évoquent ce qui relève pour eux de l'essentiel ? Nicolas Sarkozy exprime six priorités. Aucune n'a trait ou n'est reliée à la question majeure dont il se dit par ailleurs convaincu. François Bayrou veut

convoquer une session extraordinaire du parlement dès l'été pour légiférer en urgence dans quatre directions. Aucune ne prend le chemin dont il se fait pourtant clairement le chantre. Ségolène Royal propose cent mesures. Il faut aller chercher entre ses soixante et soixante-huitième propositions pour trouver une traduction de « l'excellence environnementale » qu'elle veut incarner.

Ce relevé des priorités n'est pas anecdotique. Il indique la tendance. A l'exception de Dominique Voynet dont la culture écologique n'est pas à démontrer mais qui n'a que peu de chance d'être élue présidente de la République, les candidats n'éprouvent pas le besoin d'envoyer un message fort à la société, sous forme par exemple de mesure-phare, ni de réfléchir à une autre logique. N'est-ce pas le révélateur d'une inconsistance ou d'une incohérence regrettable ? La gravité de la crise écologique n'a pas percuté le logiciel des principaux candidats. La seule question qui vaille pour eux est de savoir comment on peut stimuler et distribuer les fruits d'une croissance matérielle considérée comme acquise. Ils préfèrent laisser croire que tout peut continuer comme avant, sans limites, et que les possibilités de production et de redistribution de la richesse ne seront pas plus conditionnées par l'état de la planète demain qu'elles ne l'étaient hier. La logique perdure, assortie ici et là de réformes environnementales bienvenues mais ponctuelles et techniques. Au final, chacun veut « relancer la machine » - entendez une croissance des flux de matière et d'énergie - alors qu'avec le Pacte écologique, il s'agit d'orienter la machine sur une autre voie en redonnant du sens à ce que nous produisons et consommons, en triant entre ce qui doit impérativement décroître et ce qui peut continuer à croître.

Prenons un exemple qui fâche, celui du pouvoir d'achat. Chacun des candidats veut le revaloriser à sa façon. Bien sûr la hausse des bas salaires, des petites retraites et du bien-être social et individuel est une nécessité absolue. Mais promettre plus de tout à tout le monde, est-ce le bon choix ? Lâcher ainsi en promesse généralisée une augmentation directe de la consommation matérielle sans l'articuler avec l'autre nécessité de réduction de la consommation d'énergie, des biens jetables et des modes de vie devenus boulimiques revient à conforter la fuite en avant suicidaire d'une mécanique de développement qui n'assure plus le mieux vivre, dont les plus faibles sont les premières victimes et pour laquelle nos enfants nous haïront. C'est, socialement, de la courte vue et, politiquement, de l'aveuglement. Le défi, c'est bien de parvenir à un approfondissement du progrès humain tout en inversant la tendance au toujours plus de production et de consommation matérielle.

A ce jour, aucun des principaux candidats n'a vraiment souhaité le relever. Le socle écologique de toute politique nouvelle n'est pas posé. Avons-nous pour autant échoué ? L'effet du Pacte écologique ne se mesure pas seulement à l'aune de la détermination de quelques présidentiables. Il a fait lever dans la société la pâte de la prise de conscience et de la mobilisation. Des énergies positives se sont libérées à tous les étages de la société, ces énergies peuvent converger et créer une dynamique sociale avec laquelle les politiques devront désormais composer et sur laquelle ils devraient surtout s'appuyer.

1. www.pacte-ecologique-2007.org